
Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet secteur privé à Ernst and Young, Nigéria, pour le projet Favoriser les investissements du secteur privé et l'accès aux services pour les petits exploitants agricoles par un registre numérique de producteurs (Open Agri Connect)

Numéro du projet: 2000005155

Cote du document: EB 2025/145/R.5

Point de l'ordre du jour: 3 a) ii) b)

Date: 26 août 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 16.

Questions techniques:

Nigel Brett

Directeur
Division production durable, marchés et institutions
courriel: n.brett@ifad.org

Brenda Gunde

Spécialiste technique supérieure (monde), TIC au service du développement
Division production durable, marchés et institutions
courriel: b.gunde@ifad.org

Pour plus d'informations sur la stratégie du FIDA en matière de technologies de l'information et des communications au service du développement, veuillez consulter la page <https://www.ifad.org/en/w/publications/ict4d>.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet secteur privé à Ernst and Young, Nigéria, pour le projet Favoriser les investissements du secteur privé et l'accès aux services pour les petits exploitants agricoles par un registre numérique de producteurs (Open Agri Connect)

I. Généralités et conformité avec la Politique sur les dons ordinaires du FIDA

1. L'agriculture joue un rôle central dans les économies du Nigéria et du Rwanda: elle emploie une part considérable de la population active (70% au Nigéria et 65% au Rwanda) et contribue au produit intérieur brut des deux pays à hauteur de 25% en moyenne. Toutefois, les agriculteurs continuent de se heurter à des difficultés et des manques d'efficacité persistants, notamment un accès limité aux informations et aux marchés, l'inadéquation des marchés du crédit et une offre insuffisante d'intrants de bonne qualité. Le Nigéria et le Rwanda se sont tous deux engagés à tirer parti des technologies numériques pour surmonter ces difficultés et renforcer l'accès aux marchés, stimuler la productivité et améliorer la sécurité alimentaire. On observe à l'échelle mondiale une évolution tendant à amplifier les effets des services numériques grâce au développement des infrastructures numériques publiques.
2. Le projet Open Agri Connect (OAC) vise à créer, au Nigéria et au Rwanda, des registres numériques de producteurs évolutifs et fondés sur l'approche des infrastructures numériques publiques, dans le but de combler le manque de données agricoles fiables et d'aider ainsi à améliorer la prestation de services numériques et connexes, à accroître les investissements du secteur privé et à informer l'élaboration de politiques. Le projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, qui promeut une transformation rurale inclusive et durable et appuie les priorités de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) axées sur la mobilisation et la collaboration du secteur privé. Il cadre également avec la Stratégie du FIDA relative aux technologies de l'information et des communications au service du développement 2020-2030, qui appuie l'élargissement des services aux petits exploitants en mettant en place un environnement favorable à la transformation numérique du secteur agricole.
3. OAC joue un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) en intégrant des données agricoles fiables dans la planification nationale et régionale. Il appuie les ODD 1 (pas de pauvreté) et 2 (faim « zéro ») en contribuant à la réussite d'interventions ciblées et en améliorant l'accès aux marchés et l'affectation de ressources en vue de renforcer les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des petits exploitants. Il contribue par ailleurs à faire avancer l'ODD 5 (égalité entre les sexes) en encourageant l'égalité d'accès des femmes aux services agricoles et aux outils numériques. En améliorant la connectivité des marchés et en renforçant l'accès aux prestataires de services, la plateforme OAC concourt à l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) en favorisant la création de valeur ajoutée et d'emplois dans le secteur agricole. Elle soutient enfin l'ODD 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et l'ODD 15 (vie terrestre) en encourageant les pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques et la gestion durable des terres grâce à des données de meilleure qualité sur les terres et les systèmes de culture.
4. Le projet proposé cadre avec les buts et les objectifs de la Politique du FIDA sur les dons ordinaires (2021)¹, dont il appuie l'objectif stratégique n° 2: favoriser la mise

¹ [EB 2021/132/R.3.](#)

en place d'un cadre d'action et d'un contexte d'investissement plus porteurs pour l'agriculture paysanne et le développement rural, notamment au niveau régional et mondial. Le don vise à abaisser le coût d'acquisition de la clientèle pour le secteur privé et à réduire l'incertitude liée au manque de données fiables pour créer un cadre d'action et d'un contexte d'investissement plus favorables à la petite agriculture et au développement rural, à l'échelle régionale comme mondiale. Il favorise également la rentabilité de la prestation de services numériques à grande échelle.

5. Le financement au moyen de dons ordinaires offre au FIDA l'occasion d'appuyer des initiatives à fort impact qui ne relèvent pas du financement sous forme de prêts traditionnels. Ce don permettra au Fonds d'élargir son engagement auprès du secteur privé, en appuyant des activités hors prêt innovantes conformes aux politiques nationales, plus précisément celles du Ministère fédéral de l'agriculture et de la sécurité alimentaire (FMAFS) au Nigéria et du Ministère de l'agriculture et des ressources animales (MINAGRI) au Rwanda. Il offre au FIDA un moyen précieux de renforcer les capacités opérationnelles relatives aux infrastructures numériques publiques, d'acquérir une expérience pratique et de collaborer avec des organisations mettant en œuvre des initiatives similaires. Ces activités devraient contribuer aux futurs projets financés par des prêts.
6. Le bénéficiaire a été sélectionné à l'issue d'une mise en concurrence (voir l'appendice III).

II. Le projet proposé

7. Le **but général** du projet est d'accélérer la transition vers une agriculture à visée commerciale et fondée sur les données au Nigéria et au Rwanda. L'**objectif de développement du projet** est de favoriser les effets de réseau et d'élargir l'accès des petits exploitants aux services numériques, en améliorant la productivité agricole et la prise de décision et en promouvant des politiques propices à l'innovation fondée sur les données par l'intermédiaire de registres numériques évolutifs des producteurs. OAC appuiera l'élaboration de tels registres, facilitant ainsi l'accès des petits producteurs aux services proposés par les pouvoirs publics et le secteur privé, et une prise de décision fondée sur les données et conforme aux stratégies relatives à l'agriculture numérique dans les pays cibles. Plus précisément, le don soutiendra l'exécution des activités suivantes:
 - i) composante 1: conception et expérimentation pilote de la mise en œuvre d'un registre numérique des producteurs; ii) composante 2: développement des capacités et renforcement de la gouvernance des données et des connaissances pour mettre en service les registres.
8. **Groupes cibles.** L'équipe OAC créera des structures de registres numériques pour le Nigéria et le Rwanda, qui comprendront environ **500 000 agriculteurs dans les États/provinces sélectionnés** de chaque pays. Les États/provinces concernés et leurs subdivisions administratives chargées de la mise en œuvre seront définis en collaboration avec le FMAFS, le MINAGRI et le FIDA, ainsi qu'avec les autorités compétentes au niveau national et au niveau des États. OAC appuiera par ailleurs la mise en œuvre de deux applications pratiques (services axés sur les producteurs tels que prêts, assurances, conseils, accès aux intrants, accès aux marchés) ou dispositifs publics d'accès aux intrants distincts. **Le choix de l'État/de la province pilote est fondé sur des critères indicatifs tels que:**
 - i) la capacité d'intervention et la bonne volonté des administrations; ii) la disponibilité d'un ensemble de données de bonne qualité sur les agriculteurs; iii) la disponibilité de données agricoles exhaustives, dont des cartes et des informations détaillées relatives à la propriété; iv) la stabilité politique/sécurité; v) l'adéquation à des fins de démonstration, sans prise de risque excessive; vi) la possibilité de disposer de services de vulgarisation et de personnel de projet sur le terrain.

9. Étant donné que les registres numériques des producteurs constituent la base des infrastructures publiques numériques, le groupe cible englobera tous les ménages agricoles des sites pilotes identifiés. Les applications pratiques qui seront traitées en priorité pendant la phase pilote concernent des services/outils numériques existants qui utilisent les données des registres numériques des producteurs. Les applications pratiques portent sur la fourniture de services inclusifs garantissant que les petits exploitants, en particulier les femmes et les communautés marginalisées, disposent des outils numériques dont ils ont besoin pour accéder aux marchés et aux financements et partager des connaissances.
10. Le projet sera exécuté sur deux ans et comprendra les **composantes suivantes:**
i) composante 1: conception et expérimentation pilote de la mise en œuvre d'un registre numérique des producteurs. Le don appuiera la conception et la mise en œuvre d'un registre numérique des producteurs fondé sur les principales caractéristiques et sur les principes sur lesquels reposent les infrastructures numériques publiques. Une évaluation complète des besoins des principales parties prenantes publiques et privées clés au Nigéria et au Rwanda sera réalisée dans ce cadre. Cette composante s'appuiera sur des initiatives numériques existantes, comme le Smart Nkunganire System au Rwanda et les zones spéciales de transformation agro-industrielle au Nigéria, pour établir un registre numérique des producteurs fiable et évolutif. Après consultation des parties prenantes, le projet définira la configuration requise, évaluera les sources de données actuelles et élaborera un plan de projet et un rapport initial détaillés. Les activités de conception suivantes comprendront: i) la définition des champs de données standard; ii) le développement d'une infrastructure technologique sûre et interopérable; iii) la formation de partenariats stratégiques pour promouvoir les applications pratiques telles que la numérisation des transactions, l'accès aux financements et la prestation de services. Les composantes numériques essentielles seront développées dans le cadre du projet, notamment une interface unifiée de services aux agriculteurs, un gestionnaire de consentement et un système de partage de données agricoles, au moyen de technologies et d'une architecture modulaire libres. Celles-ci garantiront la qualité des données, le respect de la vie privée et l'interopérabilité; **ii) composante 2: développement des capacités et renforcement de la gouvernance des données et des connaissances.** Pour appuyer une collecte et une exploitation efficaces des données, le projet lancera un vaste programme de renforcement des capacités des équipes locales, axé sur l'utilisation d'outils numériques, les processus de collecte de données et le respect des cadres nationaux de gouvernance des données. Ces efforts sont conçus pour simplifier l'accès aux données et leur collecte, tout en veillant à ce que les équipes soient à même de gérer les données de manière responsable. Des procédures efficaces de gouvernance des données seront mises en place pour permettre un partage de données sûr et fondé sur le consentement entre les principales parties prenantes, y compris les organismes publics, les institutions financières et les prestataires de services privés, et pour faciliter une intégration transparente des données entre les différents acteurs. Une assistance technique sera assurée pour l'élaboration et l'adoption des cadres réglementaires et des politiques en matière de données, garantissant ainsi le respect de la confidentialité et l'interopérabilité entre les plateformes. Des consultations au niveau national auprès des ministères et des partenaires d'exécution éclaireront la mise au point de ces cadres et faciliteront la contribution à l'élaboration des politiques. À mesure que le projet avancera, les enseignements tirés des mises en œuvre pilotes seront documentés et diffusés, notamment dans le cadre de la collaboration avec des partenaires du développement tels que le système des Nations Unies.

III. Effets directs et produits escomptés

11. Le projet produira deux principaux effets directs: i) la productivité des petits exploitants et leur participation aux marchés sont renforcées grâce à un accès amélioré aux identités et services numériques; ii) l'agriculture fondée sur les données alimente la croissance durable, l'inclusion financière et la prospérité rurale. Ces effets directs sont liés à deux produits principaux: i) un registre numérique des producteurs totalement opérationnel expérimenté au Nigéria et au Rwanda, accompagné de protocoles normalisés de gouvernance des données pour l'inscription et le partage de données, permettant de proposer les principales applications pratiques du registre et de nouer des partenariats avec des entités du secteur privé et public pour les activer; ii) un renforcement des capacités et la mise en place de mécanismes efficaces de gouvernance des données. OAC devrait permettre d'enregistrer 500 000 agriculteurs dans les deux pays et de mettre en place au moins deux applications pratiques (services publics et privés) sur la base des données figurant dans le registre des producteurs pour appuyer des prestations de services auprès de 100 000 petits exploitants.

IV. Modalités d'exécution

12. Ernst and Young (EY) Nigéria a été choisi comme partenaire d'exécution du don OAC dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. L'exécution du don sera dirigée par des équipes d'EY Nigéria avec le soutien technique d'EY Inde et d'EY Rwanda. Les équipes mobiliseront des parties prenantes nationales, dont les ministères de l'agriculture, des technologies de l'information et de la communication et d'autres acteurs identifiés pendant l'évaluation des besoins dans les pays respectifs. Les ministères concernés des deux pays ont approuvé la nomination de points focaux principaux pour assurer une coordination efficace. EY assurera aussi, au stade de l'évaluation des besoins et de la conception, une coordination avec les équipes de pays du FIDA au Nigéria et au Rwanda et rendra compte au responsable du don du FIDA (équipe du FIDA chargée des TIC au service du développement).
13. Le don permet au FIDA d'appuyer l'élaboration de registres d'agriculteurs dans le but de compléter les initiatives publiques visant à développer les services numériques pour les petits exploitants. Au Rwanda, le service du MINAGRI en charge du numérique collaborera avec EY pour synchroniser l'exécution du don avec le déploiement du système d'information de gestion agricole, tout en assurant la coordination avec le service unique chargé de l'exécution des projets pour tirer parti des synergies avec le projet de développement de la production laitière au Rwanda – Phase 2. Au Nigéria, EY s'associera à la Direction de la planification du FMAFS pour coordonner les activités avec le projet Value Chain North Nigeria et collaborera avec l'Agence nationale de développement des technologies de l'information et le Bureau du conseiller spécial principal du Président chargé de l'agroalimentaire et de l'amélioration de la productivité.
14. Les procédures relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du projet

15. Le don du FIDA prévoit jusqu'à 1,5 million d'USD pour financer directement son exécution. EY contribue directement à hauteur de 0,5 million d'USD supplémentaires en mobilisant, selon les besoins et comme convenu dans l'accord de don conclu avec le FIDA, des ressources additionnelles parmi son équipe de direction et ses spécialistes. EY s'est également rapproché d'autres donateurs et fondations en vue de cofinancements, qui, à ce stade, n'ont pas encore été arrêtés définitivement.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>EY en nature</i>	<i>Total</i>
Composante 1	1 162 490	387 497	1 506 535
Composante 2	337 510	112 503	450 004
Total	1 500 000	500 000	2 000 000

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>EY en nature</i>	<i>Total</i>
Salaires, traitements et indemnités	436 207	145 402	581 609
Services de consultants	717 891	239 297	957 188
Ateliers	59 330	19 777	79 106
Déplacements et indemnités	120 677	40 226	160 902
Renforcement des capacités et formation	50 269	16 756	67 025
Gestion du projet	115 628	38 543	154 170
Total	1 500 000	500 000	2 000 000

* À noter que 77% des coûts sont liés aux salaires et services de consultants, puisque la nature même du don est d'établir des registres numériques de producteurs et dépend donc en grande partie de l'assistance technique fournie pour bâtir l'architecture du système, en assurer la conception, en développer les processus et renforcer les capacités et les mécanismes de gouvernance des données. Compte tenu de la nature du don et des descriptions des catégories budgétaires, ces activités doivent figurer à la ligne budgétaire consacrée aux salaires et services de consultants.

VI. Recommandation

16. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet Open Agri Connect, accordera un don d'un montant d'un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à Ernst and Young Nigéria pour une période de deux ans et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Results-based logical framework

Results hierarchy	Indicators			Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	End target	Source	Freq.	Respons.	
Outreach	Farmers registered in selected provinces /states in Rwanda and Nigeria by year 2		1,000, 000 ² .	Project monitoring reports			Political and social stability in both countries. Government support and collaboration
Goal: Accelerated transition to data-driven commercially oriented agriculture in Rwanda. Promoting inclusive and sustainable rural development through digital services, supporting climate-resilient agriculture, and achieving SDGs (1,2,5,8,13, and 15) by integrating digital solutions into agriculture and rural development	Increase in farmer income by year 2		15%	Agricultural productivity surveys Farmer income assessments			Political and social stability in both countries Government support and collaboration
Development objective: Stimulate network effects and enhance smallholder farmers' access to digital services, improving agricultural productivity and decision-making while promoting enabling policies for data-driven innovation through scalable digital farmer registries	Functional digital farmer registry deployed. Number of use cases enabled. Number of services (e.g., loans, inputs) accessed via the registry		Registry fully operational by end of year 1 At least two key use cases each in Rwanda and Nigeria by the end of year 2 At least 5 services accessible via the registry by year 2	Technical implementation reports Service usage statistics from registry			Farmers adopt the registry and use digital services. Continued private sector interest

² The targets will be 500,000 farmers in each country. The farmer registration and use-case utilization by the farmers assume that the project will leverage existing digital farmer registry portals and crowdsource like the Smart Nkunganire System (SNS) from Rwanda and the SAPZ from Nigeria and other IFAD-funded projects/initiatives run in Rwanda and Nigeria. We plan to migrate existing farmer data from these and other private portals, which will eliminate the need for new data collection. Additionally, we assume that the integration of these systems will enhance farmer engagement with the registry, increasing the adoption and practical use of available digital services.

Results hierarchy	Indicators			Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	End target	Source	Freq.	Respons.	
Outcome 1 Component 1 Smallholder farmer productivity and market participation are boosted by improved access to digital identities and services.	Number of farmers accessing improved services through digital farmer registries		100 000 farmers use the digital platforms for the two developed key use cases.				Stable internet and digital infrastructure. Private sector willingness to collaborate.
Outcome 2 Component 1 Data-driven private sector innovation and investment in agriculture are enabled by farmer registry and digital database							
Outputs Component 1 Fully functional digital farmer registry piloted in Rwanda and Nigeria, with standardized data governance protocols for registration and data sharing established thereby enabling key use cases for DFR, and partnerships with private and public sector entities to enable use cases	Number of farmers registered. Number of private and public sector entities partnerships established		1,000, 000 farmers registered in two years(500K in each country). At least three partnerships with financial institutions and input providers by year 2	Registry system logs Partnership agreements			
Outcome 1 Component 2 Data-driven agriculture fuels sustainable growth, financial inclusion and rural prosperity	Trained local experts equipped to manage and maintain digital infrastructure for sustainable registry operations			Satisfaction survey			Local teams adopt the governance framework. Sufficient legal and regulatory support
Outputs Component 2 Capacity building and robust data governance mechanisms implemented	Number of local teams trained on data governance. Data governance framework established		100 Frameworks established in both countries	Training reports. Data governance framework document.			

Financial governance

I. Introduction

Given the selection of Ernst and Young a private sector entity as the recipient (see appendix III for details), the strictest financial management and governance frameworks will be established to ensure efficient use of IFAD resources to achieve programme objectives. These will ensure that IFAD resources are being used most efficiently to achieve the objectives of the programme.

This appendix includes details on a. financial management overview, b. financial management systems, and c. audit arrangements.

II. Financial management system (including accounting specifications)

A. Objectives

Ernst & Young Nigeria (EY) as recipient of the grant will also internally manage the financial management component of the Open Agri Connect Grant, ensuring full compliance with IFAD's financial standards and fiduciary requirements. EY will adapt and strengthen financial systems to support the transparent, accountable, and efficient use of grant resources. A key focus will be on enhancing **accountability and transparency** through digitised financial reporting tools and required audit reports and continuous assurance on the proper use of funds.

To this end, the recipient financial management framework will be used to report on the implementation of the grant, while meeting IFAD's rigorous financial standards. This framework will include clear detailed budget, Statement of expenditure, and financial reporting. EY has rigorous internal controls that prioritise risk mitigation ensuring integrity at every stage of fund utilisation. Through this approach, EY will provide the financial stewardship necessary to safeguard resources, meet IFAD's fiduciary obligations, and support the successful implementation of the Open Agri Connect grant.

Type of accounting standards used	International Financial Reporting Standards (IFRS)
Software/systems for accounting & financial management (are financial activities tracked under a specific code or account?)	SAP (Mercury) Accounting Software. Each engagement is set up with a unique engagement code and all activities related to the engagement are posted to the code
Bank account setup (dedicated account? currency?)	a bank account shall be set aside for this purpose
Fund withdrawal & disbursement procedures (e.g., via Withdrawal Applications)	the firm's account payable procedures and controls will be applied in all disbursements and withdrawals. All transactions are processed on the SAP (Mercury) accounting software
Description of internal control roles (Who is responsible for oversight?)	the firm's role in internal control involves the process of assessing new project opportunities and the clients involved to ensure that the risks associated with the delivery of such projects and working with the clients involved are at acceptable levels. Such assessments involve

	understanding the sector in which the client belongs, the compliance level of the client with the local regulatory authorities, the level of political exposures of key personnel of the client and the type of project to be delivered for the client. All of these and other factors add up to determine EY's position to engaging with clients
Compliance and ethics frameworks (e.g., Codes of Conduct, ISO certifications)	the recipient's Code of Conduct (the "Code") provides an ethical framework for our behavior. It draws on E&Y shared values and builds on its purpose and our ambition. The code of conduct is organized into five categories containing guiding principles that is used by everyone within EY to guide behaviour across all areas. These include: • Working with one another • Working with clients and others • Acting with professional integrity • Maintaining our objectivity and independence; and lastly • Protecting data, information and intellectual capital

III. Procurement procedures

A. Objectives

The EY Global Policy on procurement for Africa region member firms aligns with IFAD General Provisions and Procurement Policy, ensuring compliance throughout grant implementation. Internal policies and manuals guide adherence to IFAD requirements, while the BRIDGE tool supports competitive selection and transparency. EY ensures two to three vendors for each service are onboarded to compare prices and select the most suitable provider.

Procedures for hiring and operational procurement: EY follows a process of vendor by undertaking a due diligence process to ensure that the vendor follows ethical procurement practices. The entire due diligence process is undertaken by the Procurement, Risk and Legal teams to ensure that each aspect of the vendor meets the required standard.

IV. Audit arrangements

A. Objectives

-The recipient will conduct external audit coverage that complies with IFAD requirements. As per section 3.8 of the General Provisions the Recipient is required to submit to IFAD its annual audited institutional financial statements, audit opinion on the Statement of Expenditures, and its management letter by no later than 6 months of the Recipient's fiscal year end.

Selection process and rationale for selection of private sector recipient

I. Introduction

1. The recipient, Ernst and Young, Nigeria was selected as recipient of the Grant – Agri Connect: Enabling private sector investment and access to services for smallholder farmers through digital farmer registry” (AgriConnect) through a competitive selection process.

II. Competitive selection process overview

2. Once AgriConnect was approved for IFAD grant financing, a call for proposals was advertised on IFAD's website on 8 July 2024 with deadline for submissions on 16 August 2024 17:00 CET. IFAD received 66 proposals in total within the stated timeline through a dedicated email Id which was clearly stated in the call for proposals. Proposals submitted after the deadline were automatically disqualified and not considered for selection. An auto reject email was setup for proposals received after the advertised deadline. A dedicated team's folder was then created with all documents received, consolidated in one place with access provided to all competitive evaluation committee (CEC) members. The grant managers organised a consultative meeting with the CEC to agree on pre-screening criteria to cut down the list of proposals for final review. The consultative meeting was held on 20 August 2024. In line with the criteria published in the open call, the committee agreed to the following for pre-screening the proposals:
 - the organization must have submitted all the requested documents as per the call for proposal advertisement.
 - the proposal was submitted for implementation in both Rwanda and Nigeria as these are the two target countries for the grant, as specified in the call for proposals.
3. From the pre-screening, a short list of 18 proposals was defined. In the final stage, seven proposals were selected for a final evaluation review and discussion. The shortlist included several consortia of non-profit, universities, private sector as well as standalone consulting and technology companies. The evaluation committee members individually and privately evaluated the 18 proposals during the period 20-30 August 2024 based on the pre-defined and advertised (in the call for proposals) technical and financial evaluation criteria.
4. The CEC meeting to consolidate and review the individual evaluations of the proposals was conducted on 30 August 2024 with all but one member present. The absent member submitted the scoring prior to the evaluation committee meeting on the dedicated Microsoft team's folder for this evaluation.
5. Based on the consolidated scoring of the 18 proposals, the top seven proposals were selected for further discussion and final evaluation during the CEC. The top seven proposals included: 1) Ernst and Young (Private sector); 2) International Maize and Wheat Improvement Center (CIMMYT), a CGIAR centre in consortium with Identi, a non-profit organization; 3) Microsave, private sector with Beehyv software solutions, private sector; 4) Workshop Ventures, Private sector; 5) African Agricultural Technology Foundation (AATF) Africa, a non-profit with Michigan State University; 6) Sathguru Management Consulting, private sector with Rural Development Institute, a non-profit and Dataphyte, a private sector research firm 7) Digital Frontiers with Ooru, IT solutions company Genesis Analytics, an impact firm Digital Information Solutions, a technology firm and OpenG2P a not for profit project of International Institute of Information technology (IIIT), Bangalore, India. The evaluation committee started with a tour de table to give general impressions and observations on the proposals received and agreed to review the top seven

and adopt an elimination approach to reach a consensus on the top three. Following the discussion, the CEC members then reached consensus on the ranking of the top three entities, agreeing that the Ernst and Young's proposal was the best and ranked first. The CEC thus agreed to recommend selection of Ernst and Young as the grant recipient.

III. Selection committee composition

6. The selection committee included representation from the two regions (ESA and WCA) where the grant would be implemented as well as another member from the technical division (ICT). The grant manager (Brenda Gunde) and two other members of the ICT4D team also participated in the technical discussions. Athur Mabiso, Regional Economist for WCA was the Chair of the selection committee.

Table 1: Selection committee composition

Name	Division/Region	Role
Athur Mabiso	WCA	Chair of the evaluation committee
Moses Abukari	ESA	Member
Brenda Gunde	PMI	Member
Sunil Abishaikh	ICT	Member
Esha Singh	PMI	Member
John Ikandi	PMI	Member

IV. Eligibility and evaluation criteria

7. The minimum eligibility requirements were:

For the pre-screening process:

- Submitting all the requested documents in the call for proposals and follow the templates shared: detailed budget, self-certification of eligibility for IFAD grant financing and brief institutional profile detailing experience related to the grant's theme.
- Submitting a proposal for implementation both in Rwanda and Nigeria

For the final evaluation:

Table 2: Final evaluation criteria and scoring

Background and technical experience	Staff allocation and expertise	Quality and coherence of proposal	Financial evaluation	Total
30%	30%	20%	20%	100%

- Background and technical experience – 30 per cent:
 - Demonstrated experience designing and deploying large scale public digital databases and complex infrastructure systems projects.
 - Experience in deployment, management of integrated systems with unified databases, application programming interfaces, user interfaces, data exchanges and legacy systems
 - Evidence of application of Data Governance and Cybersecurity, consent frameworks: Strong knowledge and experience in implementing robust cybersecurity measures to protect sensitive data
 - Proven track record of developing scalable systems with increasing demand and data volume.
 - Experience of working with government institutions globally

- Demonstrated experience of self or partners in training and capacity building, knowledge related activities.
 - Demonstrated experience working with international donors and UN agencies.
- b. Staff allocation and expertise – 30 per cent
- Understanding of agricultural policies, processes, solutions targeting farmer needs, and the agricultural value chains
 - Team leader experience in rural development: 5-8 years' experience working on large-scale projects that impact rural communities.
 - 5-8 years combined experience in data management (including collection and processing, analytics), with a focus on handling large datasets.
 - UI/UX designers 5. ICT4D experience
- c. Quality and coherence of proposal (sub-criteria) – 20 per cent
- Relevance of the proposal (i.e. extent to which it meets Agriconnect requirements), including logic and clarity.
 - Strength and feasibility of the proposed approach for the implementation and deployment within the timeframe available
 - Strength and feasibility of the proposed approach for the delivery of activities, including speed of execution, cost efficiency etc.
 - Strength and feasibility of the proposed management structure and approach for the coordination of Agriconnect activities
 - Innovativeness of activities and approach proposed.
 - Quality of plan of activities of capacity building and KM proposed
- d. Financial evaluation
- Proposed cost structure for management of activities
 - Level and nature of cofinancing proposed.
8. The CEC members voted, and the average scores were added to select the top three proposals.

V. Rationale for final selection

9. Ernst and Young's global presence, track record and previous relevant experience with AgriStack, a success story on deploying DPI in India, would enable the recipient to leverage lessons learned. The proposal reflected Ernst and Young's cognizance of the importance of data integration and unified database development while keeping in mind the role of the smallholder farmer as part of the solution. Open source and interoperability as well as futuristic perspective to enable sustainability and scaling up after project implementation were some of the features of the proposal. In addition, the proposal demonstrated the understanding of utilizing the proposed solution as an agri-data exchange that could be linked across sectors, e.g., health, nutrition, etc., thus enhancing its potential benefits beyond the agricultural sector. On average, the CEC agreed that this was the best proposal with clear details of implementation, technology solution, staffing for the project proposed. Overall, average scores for the proposal were the highest (82.4).

Table 3: final evaluation results for the top seven proposals

	Background and technical experience	Staff Allocation and Expertise	Quality and coherence of proposal	Financial evaluation	Total
Ernst and Young	27.7	25.3	15.6	13.8	82.4
CIMMYT	25.5	23.8	16.6	13.6	79.5
Workshop Ventures	21.75	20.125	14	12.75	68.625
Microsave	20.7	18.9	13.8	13.6	67
Sathguru Management Consulting	20	14.5	15.25	11.25	61
AATF-AFRICA	18.6	15.6	10.6	11.2	56
Digital frontiers	16.4	11.1	14.4	9	50.9

VI. Institutional Profile of the Recipient

10. EY is a global professional services firm and one of the "Big Four," with a long-standing presence in consulting, tax, assurance, and advisory. With headquarters in London and a network of member firms worldwide, EY's mission is to "build a better working world" by helping institutions and governments navigate complex challenges, improve transparency, and create more inclusive, efficient systems. Their experience spans across sectors, from digital transformation and AI to cybersecurity and sustainability.
11. EY's work strongly aligns with IFAD's priorities, particularly in improving rural livelihoods through data-driven platforms and inclusive digital ecosystems. They bring solid experience in building secure, interoperable systems like digital public infrastructure and farmer registries, which are key to enhancing smallholder farmers' access to services, information, and markets. For example, in Australia, EY helped lead the design of a national agricultural innovation strategy, engaging producers, researchers, and policymakers to build robust digital data infrastructure. In India, they worked closely with a state government to assess agricultural value chains across 40 districts, integrate technology, and strengthen the agritech ecosystem through farmer upskilling and stakeholder collaboration. Globally, EY has contributed to the development of digital agriculture solutions and interoperable data models that serve smallholder farmers and support better coordination across institutions.
12. Beyond their technical expertise, EY adds value through its strong background in public-private partnerships and innovative finance. They have helped governments and multilateral institutions design blended finance models and attract private capital to drive rural transformation. Their leadership in impact investing, combined with cutting-edge innovation like AI-driven platforms, blockchain-based registries, and secure digital ecosystems developed through their wavespace™ hubs, makes them a strategic partner for building resilient, inclusive systems. With this combination of financial expertise and technological innovation, EY presented itself as well positioned to support IFAD's work in scaling digital public infrastructure and farmer registries across regions through the AgriConnect grant.

VII. Summary of Justification

13. Ernst and Young's proposal was selected for its comprehensive and well-detailed plan, leveraging their global experience and success with AgriStack in India. The proposal emphasized data integration, open source and interoperability, ensuring

sustainability and scalability. It also highlighted the potential for cross-sector benefits, receiving the highest average score of 82.4.

14. Ernst and Young is a global consulting firm with operations in over 150 countries, providing a vast geographical scope and extensive networks. Their ability to scale is demonstrated by their successful implementation of large-scale projects. Their track record includes a strong history of delivering innovative solutions, leveraging their expertise in data integration, open-source technologies, and interoperability to ensure sustainability and scalability across various sectors.